

## Le Burundi a besoin de 15 M USD pour sa Stratégie nationale de protection sociale

APA, 19-12-2014 Bujumbura (Burundi) - Le Burundi a besoin de quelque 24 milliards de FBU, soit 15 millions de dollars américains, pour mettre en œuvre sa stratégie de mise en œuvre de la Politique nationale de protection sociale (PNPS) 2015-2020, selon les experts qui ont réalisé ce programme disséminé vendredi par des intervenants en matière sociale lors d'un atelier de validation. Selon Mme Annonciate Sendazirasa (photo), ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale qui a présidé les travaux, une attention particulière devra être accordée aux catégories les plus vulnérables de la population notamment les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les femmes enceintes, les personnes vivant avec un handicap et les personnes en âge actif sans revenus.

La protection sociale, a-t-elle dit, est au centre des préoccupations dans tous les pays du monde, riches ou pauvres, car toute la population en a besoin durant tout le cycle de la vie. Malgré les moyens limités, le Burundi a inscrit cette démarche depuis quelques années avec l'Institut nationale de Sécurité Sociale (INSS), et a poursuivi en 2006, pour protéger les catégories les plus vulnérables, avec la prise en charge des soins pour les enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes, la scolarisation des enfants et la prise en charge des pathologies particulières, a-t-elle dit.

L'adoption de la PNPS et la mise sur pied du Conseil national pour la Protection sociale présidé par le Chef de l'Etat confirme, selon la ministre, la volonté d'aller encore plus loin car l'objectif de ladite politique est d'assurer la cohésion et l'efficacité des programmes de protection sociale. La Stratégie nationale de protection sociale sera l'instrument du gouvernement pour mettre en œuvre les programmes identifiés de façon concertée et participative, à travers des plans opérationnels chiffrés. La ministre a émis le souhait de voir le développement du système de protection sociale, cohérent et inclusif, contribuer à briser le cercle vicieux de la pauvreté et à renforcer les potentiels du développement durable et partant la stabilité politique du pays. Les objectifs poursuivis par la stratégie sont nombreuses. Il s'agit entre autres de l'augmentation des services sociaux de base, de combattre l'insécurité alimentaire, de renforcer la gestion des risques naturels et sociaux, d'inverser la tendance en ce qui concerne la malnutrition chronique chez les enfants (actuellement de 58%), et de diminuer le taux de pauvreté qui est actuellement de 67%. Le programme ambitionne aussi d'initier des programmes de transferts monétaires en ciblant des ménages réellement dans le besoin, de mener des travaux publics à travers un processus participatif et de mettre en place un système de sécurité sociale contributif et non contributif.